

Les progrès jusqu'à ce jour du Comité des Vingt ont déçu tant les observateurs que les nombreux spécialistes qui participent à ses travaux. Étant donné les divergences d'opinion des principaux membres sur les aspects essentiels de la réforme, il est évident que tout nouveau progrès dépendra, dans une large mesure, de la possibilité d'harmoniser leurs points de vue. En dépit de ces divergences, le Comité des Vingt a convenu le 23 septembre 1973, lors de la réunion annuelle du FMI à Nairobi,

Le Comité des Vingt

Le FMI compte 126 pays membres. Ces pays sont groupés, selon leur importance économique, en 20 blocs de votation ou collèges électoraux. Chacun de ces groupes est représenté au Conseil d'administration du Fonds. Les cinq Grands, c'est-à-dire les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et le Japon constituent chacun un collège électoral distinct. Chacun des 15 autres collèges électoraux comprend de 3 à 18 pays. Ils sont présentement présidés par l'Argentine, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Canada, l'Éthiopie, les Pays-Bas, l'Inde, l'Indonésie, l'Iraq, l'Italie, le Mexique, le Maroc, la Suède et le Zaïre. Cette structure des collèges électoraux est également à la base du Comité des Vingt. Les membres de ce Comité spécial sont, pour la plupart, ministres des Finances. Leur principale responsabilité consiste à prendre des décisions politiques importantes sur des questions de réforme. Les suppléants officiels exécutent le travail technique et préparatoire à l'intention du Comité. On s'attend maintenant à ce qu'un conseil de vingt gouverneurs du FMI soit formé pour présider à la réforme monétaire à long terme quand le Comité des Vingt aura terminé son travail.

au Kenya, de communiquer au public une première ébauche de réforme. La publication de ce projet, marqué par une absence d'accord sur les principaux points, a gravement déçu l'attente de tous ceux qui espéraient voir le Comité parvenir à un accord général à Nairobi. Malgré cette déconvenue, les ministres dont le Comité se compose fixèrent au 31 juillet 1974 la nouvelle date d'achèvement d'un rapport définitif comportant le règlement des principales questions encore en litige.

Le grand problème est donc de savoir si l'on peut réaliser dans un proche avenir l'unanimité de vues nécessaire au niveau politique sur les principaux aspects de la réforme, étant donné les divergences d'opinion persistantes des principaux par-

ticipants et les sérieuses répercussions de la crise énergétique sur les paiements internationaux et les marchés des changes. L'absence d'entente révélée le 31 juillet passé semble confirmer que la communauté internationale est consciente de la difficulté de réaliser d'un seul coup une réforme définitive, en raison de problèmes apparentés au dynamisme de l'économie mondiale.

Correction des déséquilibres

Comme nous l'avons déjà indiqué, il s'est produit depuis dix ou quinze ans une évolution importante des relations économiques mondiales qui a eu pour effet de réduire l'influence relative des États-Unis sur les marchés mondiaux. Dans le cadre des accords de Bretton-Woods comportant des taux de change à peu près fixes, cette réalité se trouvait imparfaitement reflétée par les taux de change des principales monnaies. Tandis que le dollar devenait progressivement surévalué par suite de la faiblesse de la situation des paiements des États-Unis, certaines monnaies européennes de même que le yen étaient grandement sous-évalués. Le système de Bretton-Woods était de type symétrique, mais il ne répondait pas en pratique aux pressions naturelles qui forcent la plupart des pays à paiements déficitaires à rectifier rapidement leur taux, pas plus qu'aux pressions comparables s'exerçant sur les pays à paiements excédentaires.

Malgré leurs énormes déficits de paiements, les États-Unis ont obstinément refusé de dévaluer le dollar, c'est-à-dire de relever le prix officiel de l'or, déclarant qu'il appartenait aux pays à paiements excédentaires de prendre des mesures correctives pour éviter l'effondrement du système monétaire. Parallèlement, et souvent pour des raisons politiques, ces derniers ont rendu le compliment aux États-Unis qu'ils tenaient responsables de la situation en raison de leurs déficits considérables. Cette inaction a eu pour suite une accumulation gigantesque de dollars É.-U. dans les pays à paiements excédentaires, particulièrement en Allemagne et au Japon, d'importants assauts spéculatifs contre le dollar et, plus récemment, deux dévaluations de cette devise, le flottement de la plupart des principales monnaies et la forte réévaluation de plusieurs devises européennes ainsi que du yen.

Une des principales tâches des négociateurs de questions monétaires consiste donc à trouver moyen de faire pression sur les pays qui accusent des déséquilibres permanents de paiements, dans l'un ou l'autre sens, pour qu'ils adoptent des mesures correctives efficaces (rectification du taux de change ou autres moyens).